



L'Observatoire de la Démocratie

Viavoice – Fondation Jean Jaurès – La Revue Civique

Mars 2019

Viavoice Paris
Études Conseil Stratégie
9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90
www.institut-viavoice.com



Sommaire et modalités de réalisation

- 3. Synthèse des enseignements
- 7. L'attachement à la démocratie et ses principes
- 12. Les gilets jaunes et la démocratie française
- 20. La participation des citoyens à la vie publique et le « grand débat »
- 25. Les réformes institutionnelles souhaitées
- 32. La hiérarchie des solutions démocratiques

Étude réalisée par Viavoice pour la Fondation Jean Jaurès et La Revue Civique, en ligne, du 6 au 7 mars 2019.

Échantillon de 1020 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.



Synthèse des enseignements

Synthèse des enseignements (1/3)

À l'issue du grand débat...

Un sentiment démocratique qui progresse en France sans pour autant remettre en cause la « fracture démocratique » qui s'est exprimée ces derniers mois

Comment se porte la démocratie en France ? Les derniers événements politiques et sociaux ne plaident pas pour une réponse unique à cette question.

D'une part, le mouvement des gilets jaunes a montré un profond malaise démocratique parmi une partie de la population française, qui se sentait jusqu'ici insuffisamment représentée ou insuffisamment écoutée, et qui a donc cherché à inventer de nouveaux modes de mobilisation pour se faire entendre : occupation des ronds-points, mode d'organisation horizontale et refus de toute hiérarchie, mobilisation via les réseaux sociaux...

Cette mobilisation – pouvant être perçue à bien des égards comme l'expression d'une certaine vitalité démocratique, puisqu'elle remettait au centre du débat des citoyens qui étaient pour beaucoup éloignés de la vie politique – a aussi donné lieu à des débordements, des violences, ou à des expressions antidémocratiques et autoritaires. **Cette dualité dans le mouvement des gilets jaunes peut expliquer l'opinion mitigée qui est portée par les Français sur l'impact démocratique du mouvement : 20 % d'entre eux pensent qu'il a eu un impact positif sur la démocratie, 24 % un impact négatif, et surtout 45 % perçoivent un impact « à la fois positif et négatif ».** Surtout, on remarque que les avis sont partagés y compris au sein des soutiens ou des opposants aux gilets jaunes : ainsi les personnes soutenant le mouvement sont 54 % à percevoir des impacts à la fois positifs et négatifs sur la démocratie, comme 35 % des personnes opposées au mouvement.

Grand débat ou gilets jaunes : des bilans contrastés pour la démocratie selon les Français

En réponse à ce mouvement des gilets jaunes, l'organisation du « grand débat national » a une nouvelle fois été l'occasion de mesurer l'état de notre démocratie, de ses succès et de ses limites. Un relatif succès d'abord, pour une consultation publique organisée à une échelle nationale sur des sujets aussi variés, sans équivalent dans l'Histoire de notre pays, sauf à remonter aux cahiers de doléances réalisés pour les Etats généraux de 1789.

Or, en dépit des nombreuses critiques initiales, le « grand débat national » a permis l'expression démocratique de millions de Français, sur une grande partie du territoire.

Dès lors cette initiative est saluée par une large majorité de l'opinion publique qui considère que le grand débat non seulement était « une bonne manière de faire remonter les attentes des Français » (65 %) mais aussi était « nécessaire compte tenu des conflits sociaux récents » (71 %) et enfin plutôt « bien organisé » (53 %).

Synthèse des enseignements (2/3)

Mais les opinions sur le grand débat sont également mitigées, avec l'idée majoritaire (71 %) selon laquelle il aurait aussi été « surtout un moyen de communication pour le Président de la République et le gouvernement ».

Satisfaits mais sceptiques, dans un sens comme dans l'autre, les Français montrent ainsi une vision complexe des événements de ces derniers mois.

Un sentiment démocratique qui progresse depuis septembre (43 %, +9 points)

Pour mesurer pleinement l'impact de cette actualité récente, il est également intéressant de souligner les évolutions du « sentiment démocratique » des Français ces dernières années (et ces derniers mois).

On mesure aujourd'hui 43 % de citoyens français déclarant que « la démocratie fonctionne bien » en France : un chiffre à la fois en forte progression (+9) depuis septembre dernier, juste avant le mouvement des gilets jaunes, mais aussi moins élevé qu'en janvier 2018, où il culminait à 54 % (son plus haut niveau depuis 2014).

Dans le détail, cette progression du sentiment démocratique est d'ailleurs significatif dans toutes les catégories de population, même si elle n'efface pas les fractures existantes :

- Des fractures territoriales, avec un écart entre les habitants de communes rurales (39 %) ou d'agglomérations de moins de 20 000 habitants (40 %) d'une part, et les habitants de l'agglomération parisienne (48 %) d'autre part ;
- Mais surtout des fractures sociales très importantes, entre des cadres (52 %) et des professions intermédiaires (58 %) majoritairement satisfaits du fonctionnement de la démocratie, et des catégories populaires (employés et ouvriers) qui le sont beaucoup moins (33 %).

Une corrélation forte entre l'opinion portée sur le fonctionnement de la démocratie et le soutien ou l'opposition aux gilets jaunes

Or ces fractures ne sont pas anodines puisque de ce « sentiment démocratique » découle directement l'opinion qui est portée sur les événements de ces derniers mois.

Né d'une « révolte fiscale », le mouvement des gilets jaunes n'en est pas moins également une révolte des « oubliés de la démocratie » : parmi les 10 % de Français déclarant aujourd'hui être personnellement des « gilets jaunes », seuls 19 % d'entre eux pensent que la démocratie fonctionne bien. Les personnes soutenant le mouvement sans pour autant s'être mobilisés sont quant à eux 32 % à considérer que la démocratie fonctionne bien. Enfin, les personnes opposées au mouvement – ou en tout cas ne le soutenant pas – sont à l'inverse les plus satisfaits du système démocratique actuel (à 63 %).

Ainsi cette fracture démocratique se superpose aux fractures politiques, sociales et territoriales très largement commentées dans le débat public ces derniers mois. Il apparaît donc essentiel de la résoudre non seulement pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, mais aussi pour réconcilier et apaiser la société française.

Synthèse des enseignements (3/3)

Pour demain : des citoyens en attente de consultations plus régulières

Dans ce contexte, quelles solutions sont attendues par les citoyens pour résoudre cette fracture démocratique qui s'est exprimée fortement ces derniers mois ?

En premier lieu, les attentes citoyennes vont d'abord vers la réalisation de consultations plus régulières ou plus systématiques, tant à l'échelle nationale que locale. Ainsi une très large majorité d'entre eux pensent qu'il serait important pour la démocratie de :

- « **Rendre obligatoire la consultation des citoyens au niveau local avant tout grand projet d'aménagement ou toute politique locale importante** » (72 %), alors que se multiplient les oppositions locales à certains grands travaux (le plus emblématique étant l'abandon de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2018) ;
- « **Rendre obligatoire la consultation des citoyens avant tout grand projet de loi** », donc au niveau national, également (68 %) ;
- « Organiser des consultations en ligne, permettant aux citoyens de donner leur avis sur Internet » (71 %) ;
- Ou encore « interroger les citoyens sur des grands enjeux de politiques publiques lors des élections, à travers une consultation par questionnaire » (71 %)

Une majorité de Français favorables à un « RIC » accompagné de garde-fous démocratiques

Le référendum d'initiative citoyenne, devenu au fil du mouvement une des revendications phares des gilets jaunes, est aussi populaire avec **62 % de personnes interrogées favorables à son inscription dans la Constitution**. Et 59 % sont également favorables à un « référendum révocatoire » permettant de révoquer les élus avant la fin de leur mandat.

Pour autant, ils sont également une large majorité de Français à souhaiter que le RIC soit encadré : **77 % en considérant que les questions posées devront être limitées à des enjeux qui ne remettent en cause ni la Constitution ni les libertés fondamentales**, 70 % en considérant qu'elles ne devront être ni trop complexes ni trop techniques (excluant de fait, notamment, les politiques en matière de sécurité, de justice, ou de politique étrangère et de défense) et enfin 72 % souhaiteraient également qu'en plus d'une pétition citoyenne, la proposition soit signée par un certain nombre d'élus (parlementaires ou élus locaux).

Ainsi le souhait majoritaire de renforcer la souveraineté populaire ne s'oppose pas – ou en tout cas pas de manière systématique – à la démocratie représentative.

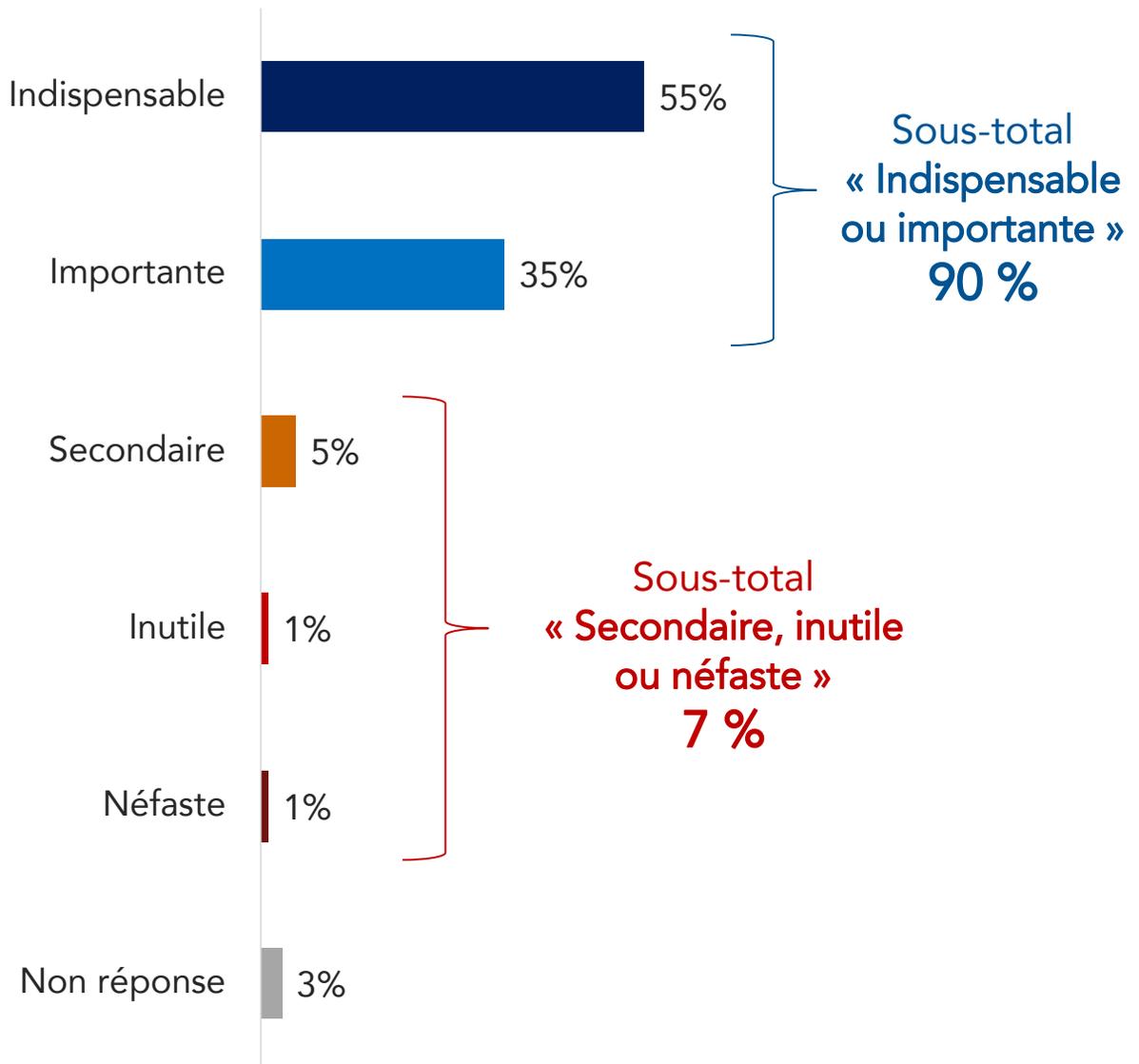
Au contraire, les résultats de notre enquête montrent une forte conscience des Français sur ce qui doit relever du « peuple », et ce qui doit relever de ses représentants. Des attentes plaidant pour un principe de subsidiarité appliqué à la démocratie et à la République française, en d'autres termes, afin de permettre que celle-ci se régénère sans pour autant remettre en cause les principes qui sont les siens depuis plusieurs siècles.



I. L'attachement à la démocratie et ses principes

Le degré d'attachement à la démocratie

Diriez-vous que la démocratie est pour vous... ?



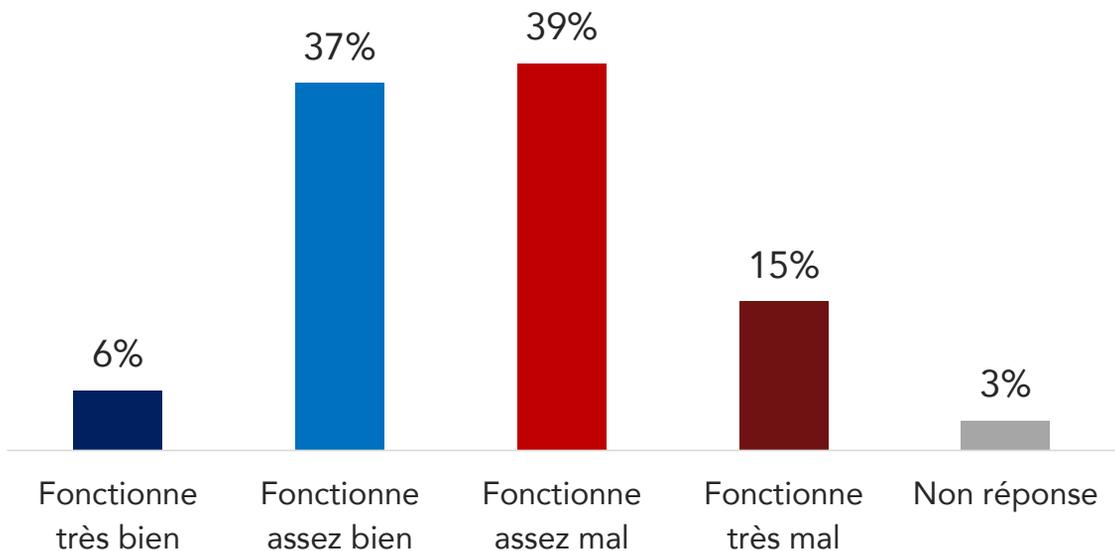
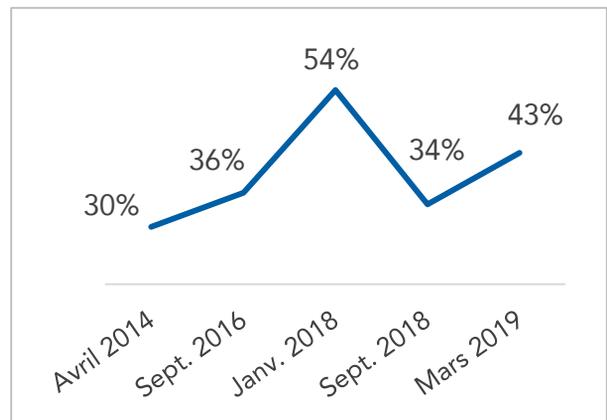
Le fonctionnement actuel de la démocratie

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

Sous-total
« La démocratie française
fonctionne bien »

43 %

▲ +9 depuis septembre 2018



Le fonctionnement actuel de la démocratie - Ventilations

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?

	Sous-total « Fonctionne bien »	Évolutions depuis sept. 2018
Ensemble de la population	43 %	+9
Selon la taille d'agglomération		
Communes rurales	39 %	+7
Moins de 20 000 habitants	40 %	+15
20 000 à 100 000 habitants	41 %	+4
Plus de 100 000 habitants	45 %	+8
Agglomération parisienne	48 %	+8
Selon les catégories sociales		
Cadres et prof. intellectuelles	52 %	+15
Professions intermédiaires	58 %	+17
Employés / Ouvriers	33 %	+9
Retraités	51 %	+7
Selon les électorats du premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	77 %	-
Marine Le Pen	19 %	-
François Fillon	55 %	-
Jean-Luc Mélenchon	33 %	-
Benoît Hamon	46 %	-
Selon le positionnement à l'égard du mouvement des gilets jaunes		
Déclare « être un gilet jaune »	19 %	-
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	32 %	-
Ne soutient pas le mouvement	63 %	-



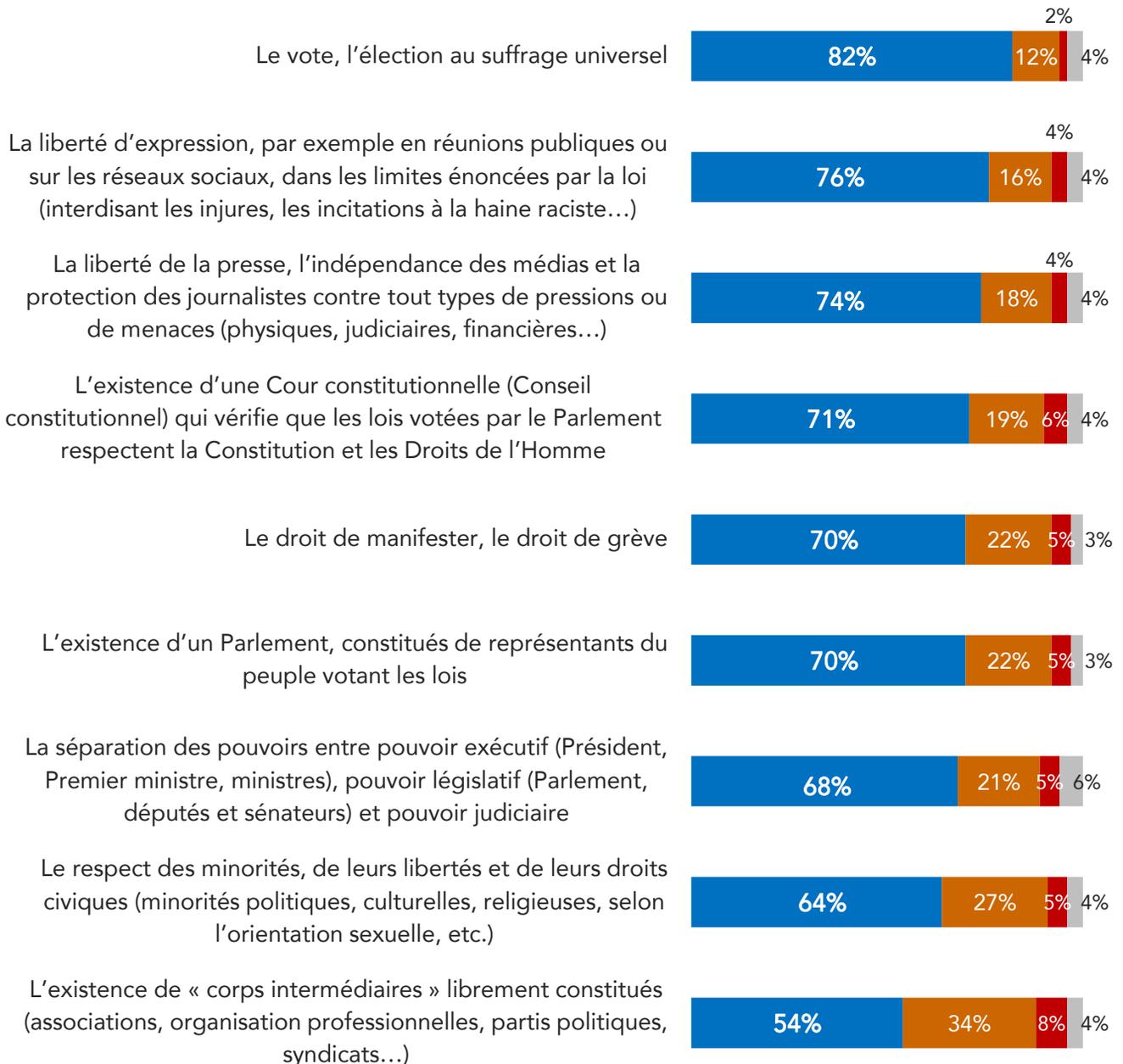
Indication de lecture : les personnes déclarant être « gilet jaune » sont 19 % à penser que la démocratie « fonctionne bien » en France.

Les aspects jugés prioritaires de la démocratie

Considérez-vous chacun des principes suivants comme un principe essentiel, un principe plus secondaire ou un principe pas nécessaire au sein d'une société démocratique ?

■ Un principe essentiel
■ Un principe plus secondaire
■ Un principe pas nécessaire

■ Un principe plus secondaire
■ Non réponse

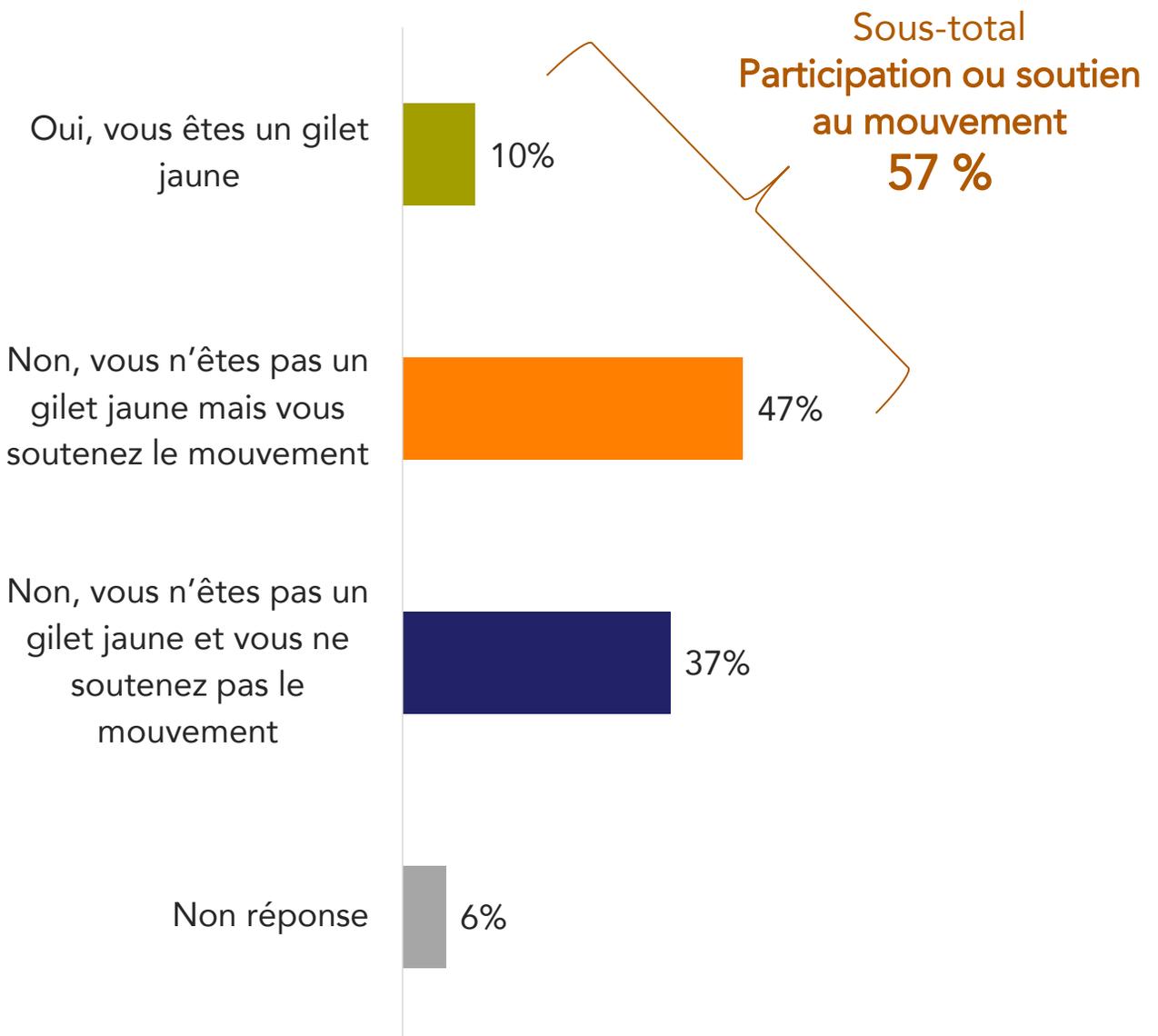




II. Les gilets jaunes et la démocratie française

Le positionnement par rapport au mouvement des gilets jaunes

Diriez-vous que vous êtes un « gilet jaune » ?



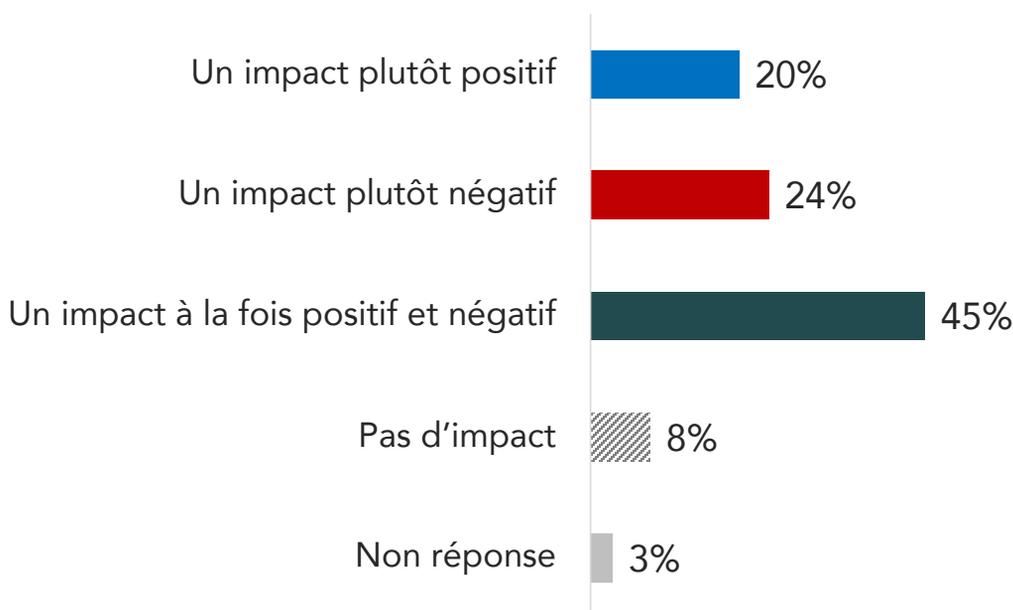
Le positionnement par rapport au mouvement des gilets jaunes - Ventilations

	Participation ou soutien au mouvement	Ne soutient pas le mouvement
Ensemble de la population	57 %	37 %
Selon la taille d'agglomération		
Communes rurales	60 %	35 %
Moins de 20 000 habitants	59 %	35 %
20 000 à 100 000 habitants	56 %	36 %
Plus de 100 000 habitants	57 %	38 %
Agglomération parisienne	55 %	38 %
Selon les catégories sociales		
Cadres et prof. intellectuelles	39 %	54 %
Professions intermédiaires	47 %	48 %
Employés / Ouvriers	72 %	24 %
Retraités	51 %	43 %
Selon les électors du premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	32 %	63 %
Marine Le Pen	75 %	23 %
François Fillon	41 %	54 %
Jean-Luc Mélenchon	75 %	23 %
Benoît Hamon	59 %	38 %
Selon le sentiment que la démocratie française...		
Sous-total « Fonctionne bien »	40 %	54 %
Sous-total « Fonctionne mal »	73 %	23 %

Indication de lecture : les personnes déclarant que la démocratie « fonctionne mal » en France sont 73 % à participer ou soutenir le mouvement des gilets jaunes.

L'impact du mouvement des gilets jaunes sur la démocratie (1/2)

Diriez-vous que le mouvement des gilets jaunes, depuis la première mobilisation du 17 novembre 2018, a eu globalement un impact plutôt positif, un impact plutôt négatif ou un impact autant positif que négatif sur la démocratie en France ?



	Impact positif	Impact négatif	À la fois positif et négatif
Ensemble de la population	20 %	24 %	45 %
Réponses selon le positionnement à l'égard des gilets jaunes			
Déclare « être un gilet jaune »	43 %	7 %	40 %
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	29 %	8 %	54 %
Ne soutient pas le mouvement	5 %	51 %	35 %

L'impact du mouvement des gilets jaunes sur la démocratie (2/3)

Les impacts positifs pour la démocratie *

26 %

Une mobilisation de « citoyens ordinaires », un contre-pouvoir populaire qui a permis une prise de conscience à la fois pour les citoyens et les élus des difficultés et des inégalités existantes en France

- « Ça a permis au gouvernement de prendre conscience que le peuple devait être entendu »
- « Il a permis de prendre en compte des problèmes minorés voire ignorés de la population. C'est la première fois que s'engage un dialogue entre les Français et le gouvernement. »
- « Faire prendre conscience aux politiciens qu'au-delà des bulletins de vote, il y a des gens qui se sentent mal représentés ou non pris en compte. Que la population a aussi besoin d'interagir plus directement avec le gouvernement. »
- « Cela prouve que les personnes lambda peuvent se mobiliser et se faire entendre, ce qui est essentiel en démocratie. » ; « Le mouvement n'est pas organisé par des politiques ou des syndicats, ce qui est une bonne chose. » ; « Ils expriment le ressenti du peuple. »

19 %

Le mouvement des gilets jaunes a permis des avancées concrètes pour la démocratie et pour les citoyens français : grand débat, mesures en faveur du pouvoir d'achat, introduction de nouvelles revendications dans le débat public (RIC, justice fiscale, redistribution...), etc.

- « Le mouvement a mis à jour des **revendications intéressantes** »
- « Augmentation des allocations sociales » ; « Amélioration du SMIC »
- « Petite augmentation de la prime d'activité » ; « Le gouvernement a pris des mesures »
- « Le gouvernement a pris des **mesures d'urgence** pour redonner du pouvoir d'achat aux Français. » ; « Grand débat, réunion publiques, mise en place de primes... »
- « **Ils ont obtenu ce qu'aucun syndicat n'a pas pu obtenir malgré des grèves** »
- « Il a permis de mettre en place le grand débat et éventuellement le Référendum d'Initiative Citoyenne » ; « **Ils font bouger les choses, nous avons droit à des débats** »
- « On discute, les médias parlent des revendications du peuple. »

(*) Réponse à la question ouverte : Pour quelles raisons dites-vous que le mouvement des gilets jaunes a eu un impact positif / négatif / à la fois positif et négatif ?

L'impact du mouvement des gilets jaunes sur la démocratie (3/3)

Les impacts négatifs pour la démocratie *

35 %

Un mouvement générateur de nombreuses violences, de débordements, de comportements intolérants ou discriminatoires

« Il a provoqué la **libération de paroles haineuses sur les réseaux sociaux** et s'est fait déborder par les violences. » ; « Trop de casseurs. »

« À part **semmer la zizanie partout et favoriser les extrêmes**, ça n'a pas servi à grand-chose. »

« La violence, les dégradations, les injures sont le côté négatif que je condamne. »

« **Aucun respect de ceux qui ne sont pas de leurs idées.** »

21 %

Un mouvement non structuré, aux revendications peu claires ou contradictoires, qui dure trop longtemps et/ou a été récupéré par certains partis

« Il y a trop de revendications, et surtout trop variées. » ; « Trop de **demandes contradictoires.** »

« La succession des semaines de manifestations est inutile » ; « **Il faut un minimum d'organisation** »

« La revendication des gilets jaunes en termes de démocratie est très confuse. »

« Aujourd'hui malheureusement il y a des **tentatives de récupération politique.** »

9 %

Un mouvement non démocratique, une minorité qui impose son opinion et ses revendications à une « majorité silencieuse »

« Un groupe minoritaire impose – grâce au rapport de forces – au gouvernement de prendre des décisions en faveur de ce groupe minoritaire, au mépris du souhait de la majorité des Français, souhait qui a été exprimé par un vote dans le respect du processus démocratique. »

« **Pour une poignée de personnes, on bloque tout un pays.** »

« Ils ne pensent qu'à eux et ils pensent être les seuls à avoir leur mot à dire. Je ne suis pas d'accord avec toutes leurs demandes. »

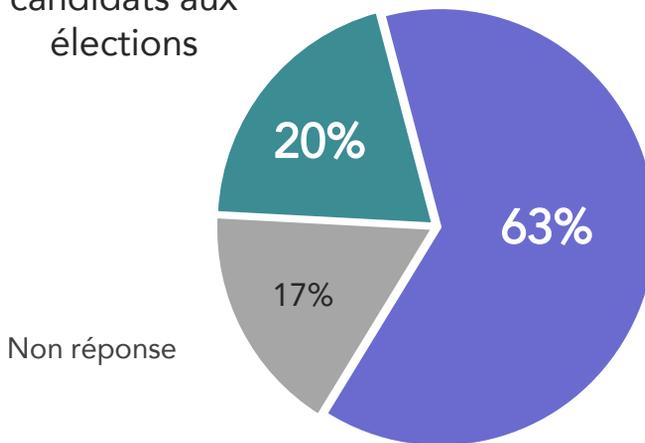
(*) Réponse à la question ouverte : Pour quelles raisons dites-vous que le mouvement des gilets jaunes a eu un impact positif / négatif / à la fois positif et négatif ?

Les gilets jaunes : du mouvement social au mouvement politique ?

Que vous souteniez ou non leur mouvement et leurs actions, diriez-vous que les « gilets jaunes » devraient dans les années à venir... ?

Devenir un mouvement politique présentant des candidats aux élections

Rester un mouvement social qui défend des revendications sans se présenter aux élections



	Devenir un mouvement politique	Rester un mouvement social
Ensemble de la population	20 %	63 %
Réponses selon le positionnement à l'égard des gilets jaunes		
Déclare « être un gilet jaune »	34 %	61 %
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	19 %	72 %
Ne soutient pas le mouvement	16 %	56 %

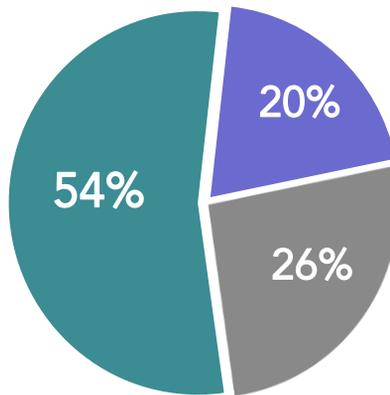
La pertinence du clivage gauche-droite

Diriez-vous qu'aujourd'hui... ?

Le clivage gauche-droite doit être dépassé

(car il n'est plus pertinent pour la vie politique française)

▼ - 6 depuis déc. 2017



Le clivage gauche-droite ne doit pas être dépassé

(car il est important pour la vie politique française)

Non réponse

	Doit être dépassé	Ne doit pas être dépassé
Ensemble de la population	54 %	20 %
Réponses selon les électors du premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	77 %	14 %
Marine Le Pen	50 %	15 %
François Fillon	52 %	33 %
Jean-Luc Mélenchon	47 %	28 %
Benoît Hamon	55 %	38 %
Réponses selon le positionnement à l'égard du mouvement des gilets jaunes		
Déclare « être un gilet jaune »	52 %	16 %
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	50 %	21 %
Ne soutient pas le mouvement	63 %	20 %



III. La participation des citoyens à la vie publique et le « grand débat »

L'engagement civique et politique

Vous est-il déjà arrivé, à titre personnel... ?

■ Oui, plusieurs fois ■ Oui, une fois ■ Non, jamais

Et pourriez-vous envisager, à l'avenir... ?

■ Oui, certainement ■ Oui, probablement

De signer une pétition (en ligne ou sur papier)

Oui 80 %

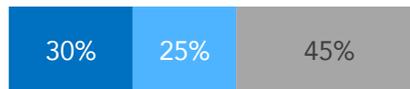


Oui 79 %



De manifester

Oui 55 % ▲ + 6



Oui 55 % ▲ + 10



De participer à une consultation en ligne sur des enjeux politiques

Oui 40 % ▲ + 10

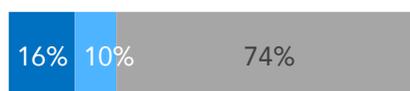


Oui 59 % ▲ + 2

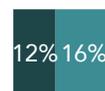


De relayer vos opinions politiques sur les réseaux sociaux

Oui 26 % ▲ + 4



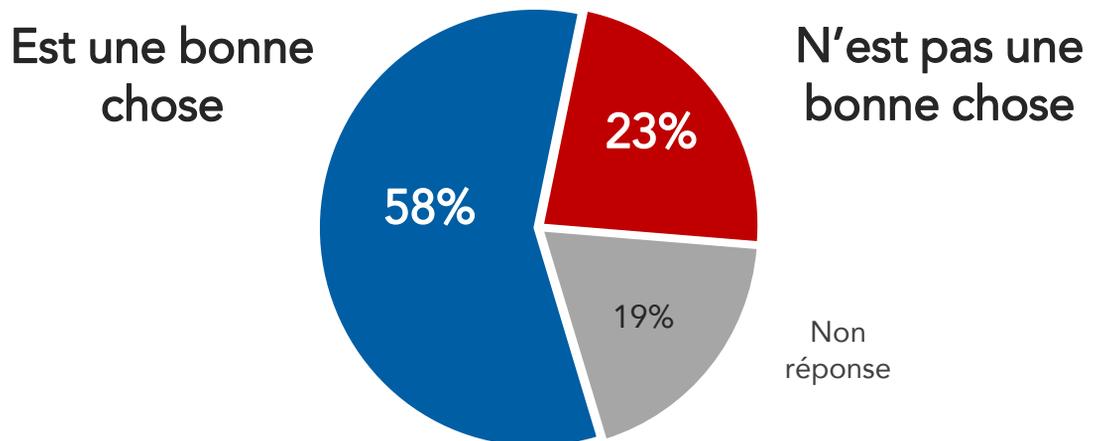
Oui 28 % ▲ + 7



L'opinion générale sur le grand débat

Pour répondre au mouvement des gilets jaunes, le Président de la République a annoncé en décembre dernier l'organisation d'un grand débat national, sur tout le territoire et pour tous les citoyens français, sur 4 thèmes : transition écologique, fiscalité, organisation de l'État, démocratie et citoyenneté.

À titre personnel, diriez-vous plutôt que ce « grand débat national »... ?



	Est une bonne chose	N'est pas une bonne chose
Ensemble de la population	58 %	23 %
Réponses selon les électorats du premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	81 %	9 %
Marine Le Pen	51 %	37 %
François Fillon	58 %	23 %
Jean-Luc Mélenchon	55 %	28 %
Benoît Hamon	62 %	20 %
Réponses selon le positionnement à l'égard du mouvement des gilets jaunes		
Déclare « être un gilet jaune »	39 %	53 %
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	57 %	24 %
Ne soutient pas le mouvement	68 %	15 %

L'opinion détaillée sur le grand débat

Et avez-vous le sentiment que... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

Ce grand débat est surtout un moyen de communication pour le Président de la République et le gouvernement

Oui 71 %



Ce grand débat national était nécessaire compte tenu des conflits sociaux récents

Oui 71 %



Ce grand débat national est une bonne manière de faire remonter les attentes des Français

Oui 65 %



Vous n'avez pas confiance dans la manière dont seront analysées et restituées les contributions des citoyens au grand débat

Oui 57 %



Ce grand débat national a été jusqu'ici plutôt bien organisé

Oui 53 %



Vous ne pensez pas que ce grand débat pourra avoir un impact sur les politiques actuelles

Oui 50 %



L'issue souhaitée du grand débat

Pensez-vous qu'à l'issue de ce grand débat national, il faudra... ?

■ Oui ■ Non

Réorienter la politique économique et sociale actuelle

86%

14%

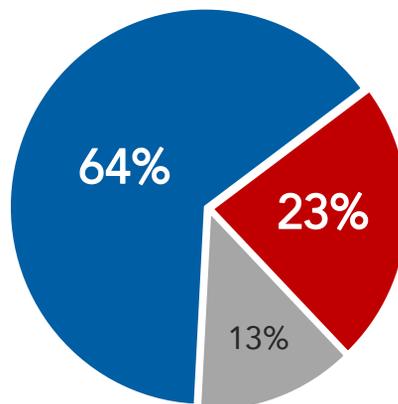
Rénover les institutions et la démocratie

78%

22%

Pensez-vous qu'il est souhaitable ou pas souhaitable d'organiser un référendum à l'issue du grand débat sur une ou plusieurs propositions issues de ce débat ?

Souhaitable



Pas souhaitable

Non réponse



IV. Les réformes institutionnelles souhaitées

Les consultations (1/2)

Seriez-vous favorable ou non à... ?

■ Oui, vous y êtes favorable ■ Non, vous n'y êtes pas favorable ■ Non réponse

La possibilité, pour le gouvernement ou les collectivités locales, d'interroger les citoyens sur des grands enjeux de politiques publiques à travers une consultation par questionnaire



L'obligation, pour les collectivités locales, de réaliser une consultation des citoyens avant tout grand projet d'aménagement ou toute politique locale importante



L'obligation, pour le gouvernement, de réaliser une consultation des citoyens avant tout grand projet de loi

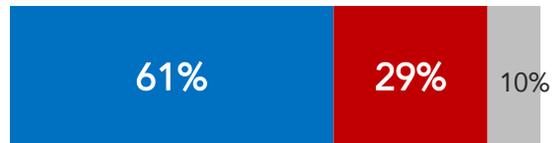


Les consultations (2/2)

Seriez-vous favorable ou non à... ?

■ Oui, vous y êtes favorable ■ Non, vous n'y êtes pas favorable ■ Non réponse

L'obligation pour le gouvernement d'organiser chaque année une grande consultation des citoyens qui seraient invités à se rendre dans les bureaux de vote pour répondre à un questionnaire sur des grands enjeux de politiques publiques



La création d'une nouvelle « Assemblée citoyenne » composée de citoyens tirés au sort pour donner leur avis et proposer des amendements aux projets de loi



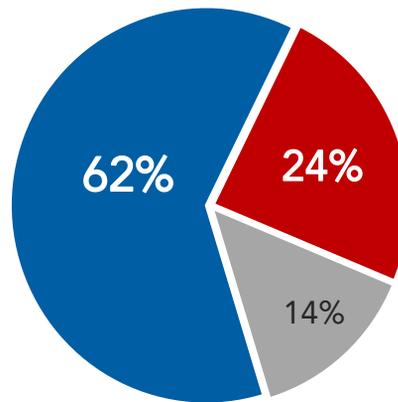
La création d'un « budget participatif » au niveau national, permettant aux citoyens de décider eux-mêmes de l'utilisation d'une partie du budget de l'Etat (comme cela se fait déjà dans certaines collectivités locales)



Le référendum d'initiative citoyenne

Seriez-vous favorable à l'inscription dans la Constitution d'un référendum d'initiative citoyenne, permettant de convoquer un référendum si une pétition recueille un nombre suffisant de signatures ?

Oui, vous y êtes favorable



Non, vous n'y êtes pas favorable

Non réponse

	Favorable	Pas favorable
Ensemble de la population	62 %	24 %
Réponses selon les électors du premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	48 %	42 %
Marine Le Pen	76 %	16 %
François Fillon	48 %	37 %
Jean-Luc Mélenchon	69 %	17 %
Benoît Hamon	77 %	16 %
Réponses selon le positionnement à l'égard du mouvement des gilets jaunes		
Déclare « être un gilet jaune »	90 %	7 %
N'est pas un gilet jaune mais soutient le mouvement	77 %	11 %
Ne soutient pas le mouvement	39 %	47 %

Les conditions du référendum d'initiative citoyenne

Et pensez-vous que ce référendum d'initiative citoyenne, s'il est mis en place... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

Devra être limité à des enjeux qui ne remettent pas en cause la Constitution ou les libertés fondamentales (droits de l'Homme, droits des minorités, libertés individuelles et civiques)

Oui 77 %



Devra être encadré en nécessitant, outre un nombre suffisants de signatures de citoyens, la signature d'un nombre suffisant d'élus (parlementaires ou élus locaux)

Oui 72 %



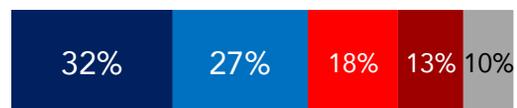
Devra être limité à certains sujets ou certaines questions qui ne soient pas trop complexes ou trop techniques

Oui 70 %



Devra permettre de révoquer des élus avant la fin de leur mandat (référendum révocatoire)

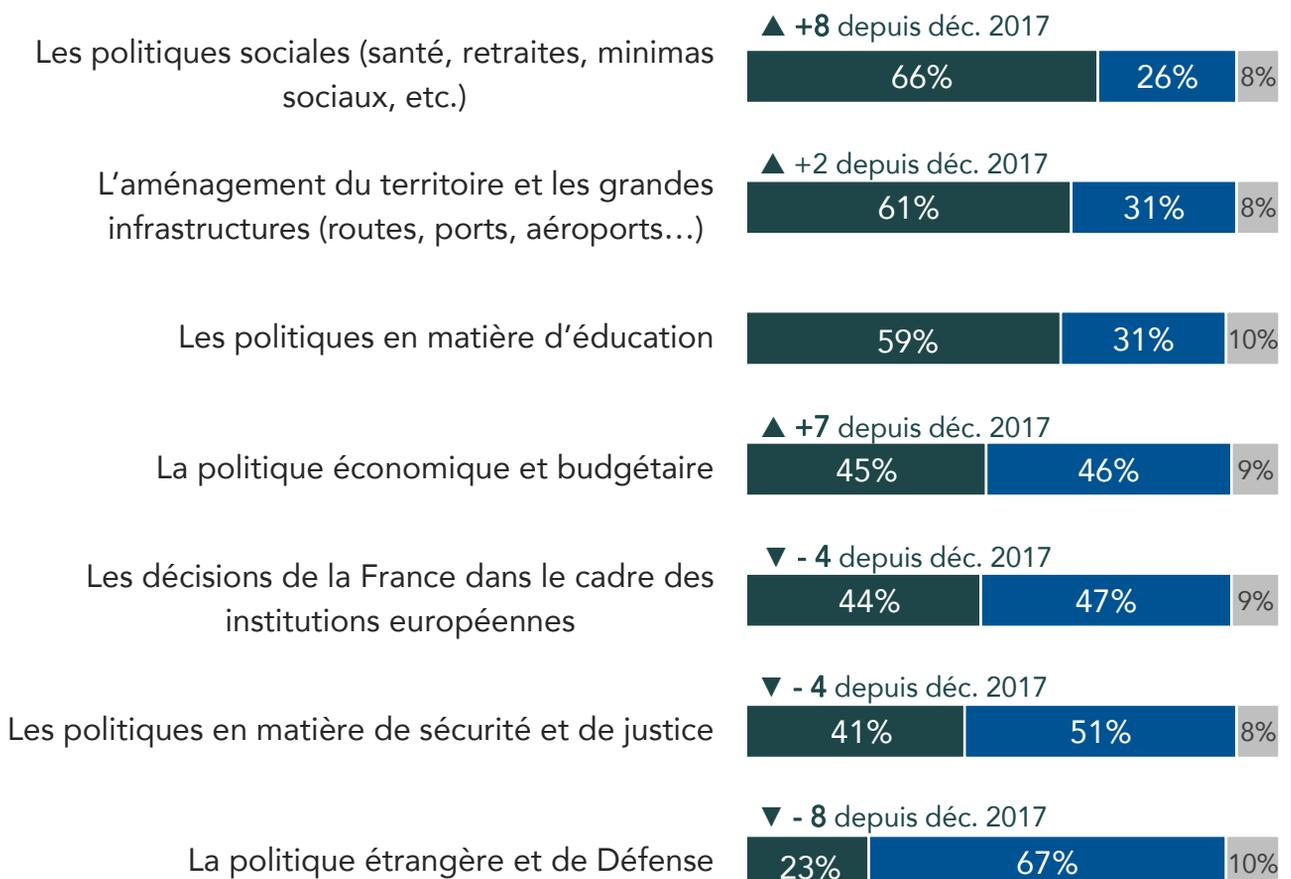
Oui 59 %



La légitimité du recours à la souveraineté populaire selon les enjeux

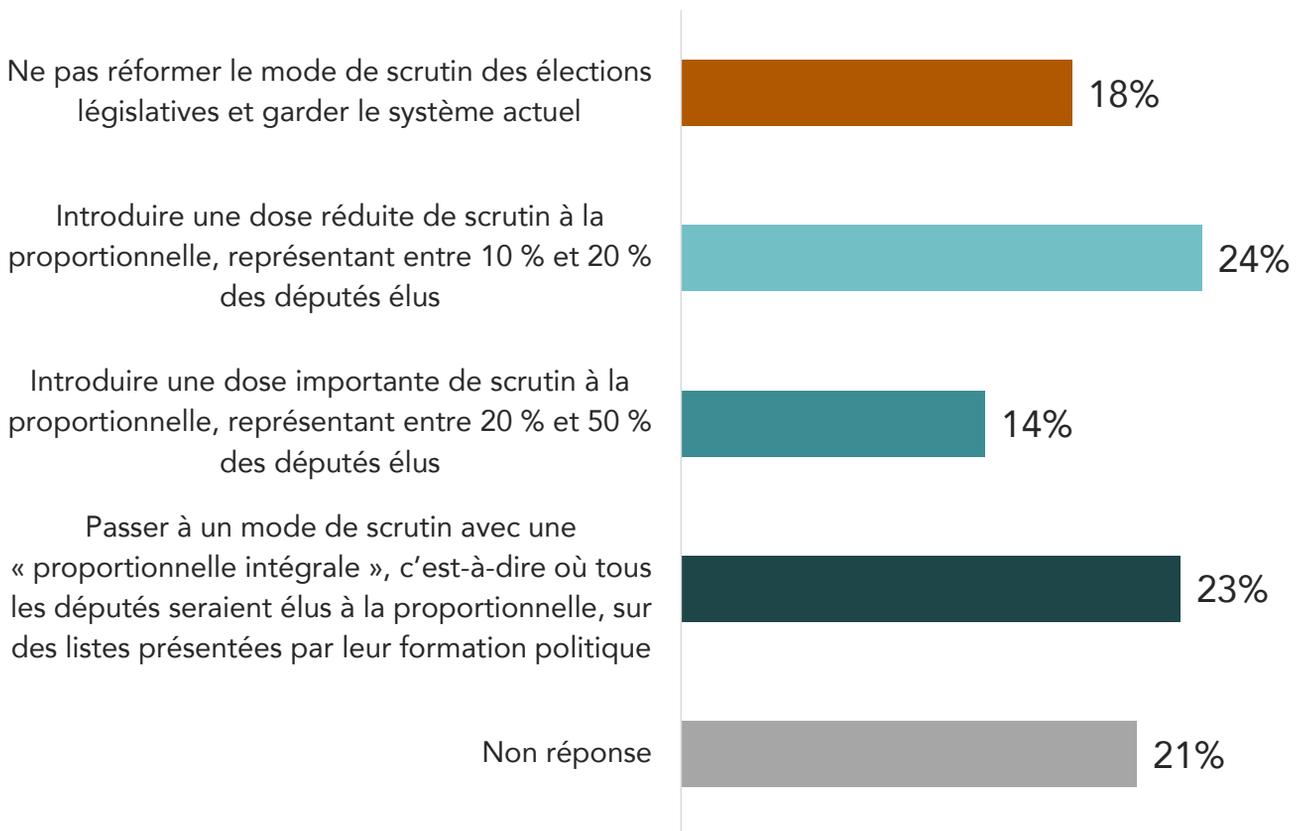
Pour chacune des politiques publiques suivantes, pensez-vous qu'il est souhaitable de consulter davantage les citoyens sur ces décisions, par exemple par référendum ou par des consultations publiques, ou au contraire que ces décisions doivent surtout être prises par des responsables politiques élus et expérimentés, en leur âme et conscience, après avoir écouté les citoyens plutôt que par les citoyens eux-mêmes ?

- Il faudrait consulter davantage les citoyens sur ces décisions, par exemple par référendum
- Ces décisions doivent être prises par des responsables politiques expérimentés plutôt que par les citoyens eux-mêmes



L'opinion sur l'introduction de la proportionnelle aux législatives

À titre personnel, pensez-vous qu'il faudrait à l'avenir... ? *



Introduction explicative : Un certain nombre de responsables politiques défendent l'idée d'introduire une dose de proportionnelle aux prochaines élections législatives, alors que d'autres y sont opposés. Concrètement, le mode de scrutin dit « proportionnel » signifie que toutes les formations politiques ayant recueilli un minimum de voix, par exemple 5 % ou 10 % des suffrages exprimés, obtiendraient à l'Assemblée nationale un nombre de députés proportionnel à ce nombre de voix. Ainsi, ces députés élus à la proportionnelle ne seraient plus élus au sein des circonscriptions actuelles, mais sur une liste présentée par leur formation politique (au niveau national, régional ou départemental). Ceux qui défendent cette réforme mettent en avant le fait qu'elle permettrait de mieux représenter les « petits partis », qui ont aujourd'hui du mal à se faire élire à l'Assemblée nationale avec le scrutin actuel, permettant ainsi d'avoir au sein de l'Assemblée nationale davantage de sensibilités politiques différentes, et donc de mieux représenter la diversité des opinions politiques des Françaises et des Français. À l'inverse, ceux qui s'opposent à la réforme avancent l'argument selon lequel plus l'élection est proportionnelle, moins il est facile de dégager une majorité claire, ce qui obligerait à des coalitions entre partis et des négociations pour définir la politique qui sera menée, avec le risque de gouvernements plus instables (car pouvant être renversés en cas de désaccord au sein d'une coalition gouvernementale). Enfin, certains opposants à la proportionnelle mettent aussi en avant l'importance, selon eux, de garder un système où le député élu représente un territoire limité, c'est-à-dire sa circonscription, plutôt que des députés élus sur des listes nationales, régionales ou départementales.

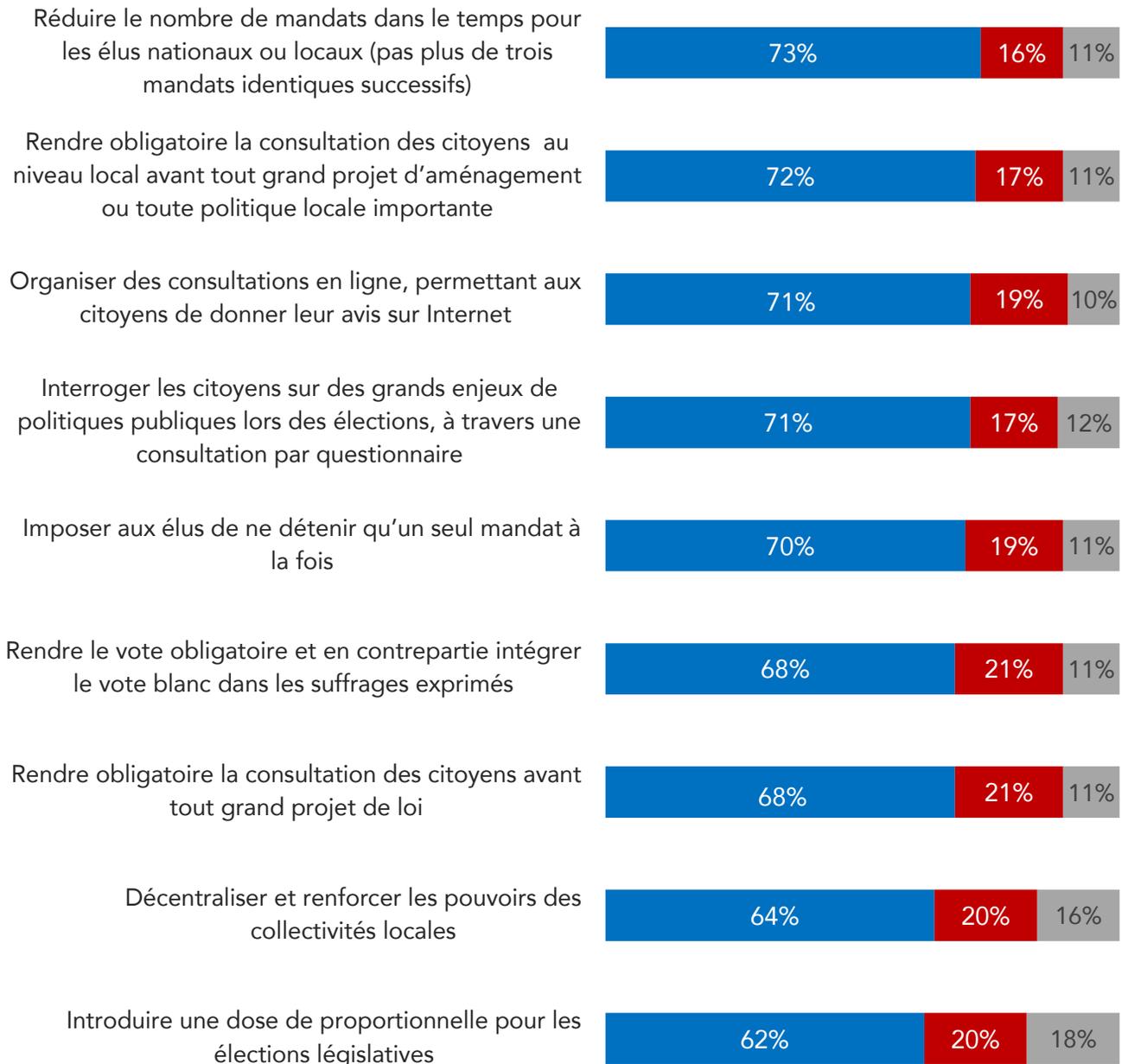


VI. La hiérarchie des solutions démocratiques

Les réformes importantes pour la démocratie (1/2)

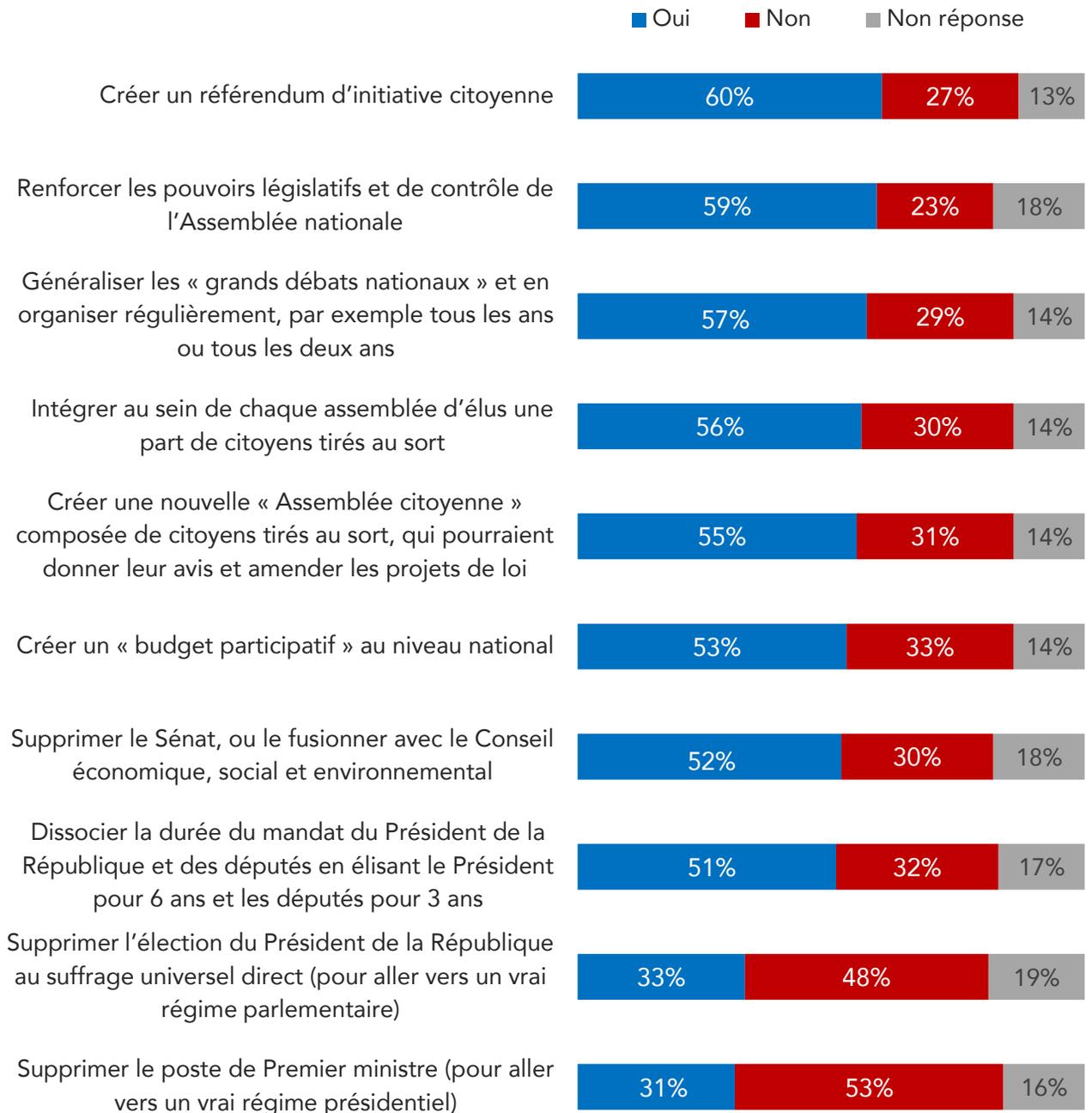
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle un changement **important pour la démocratie** ?

■ Oui ■ Non ■ Non réponse



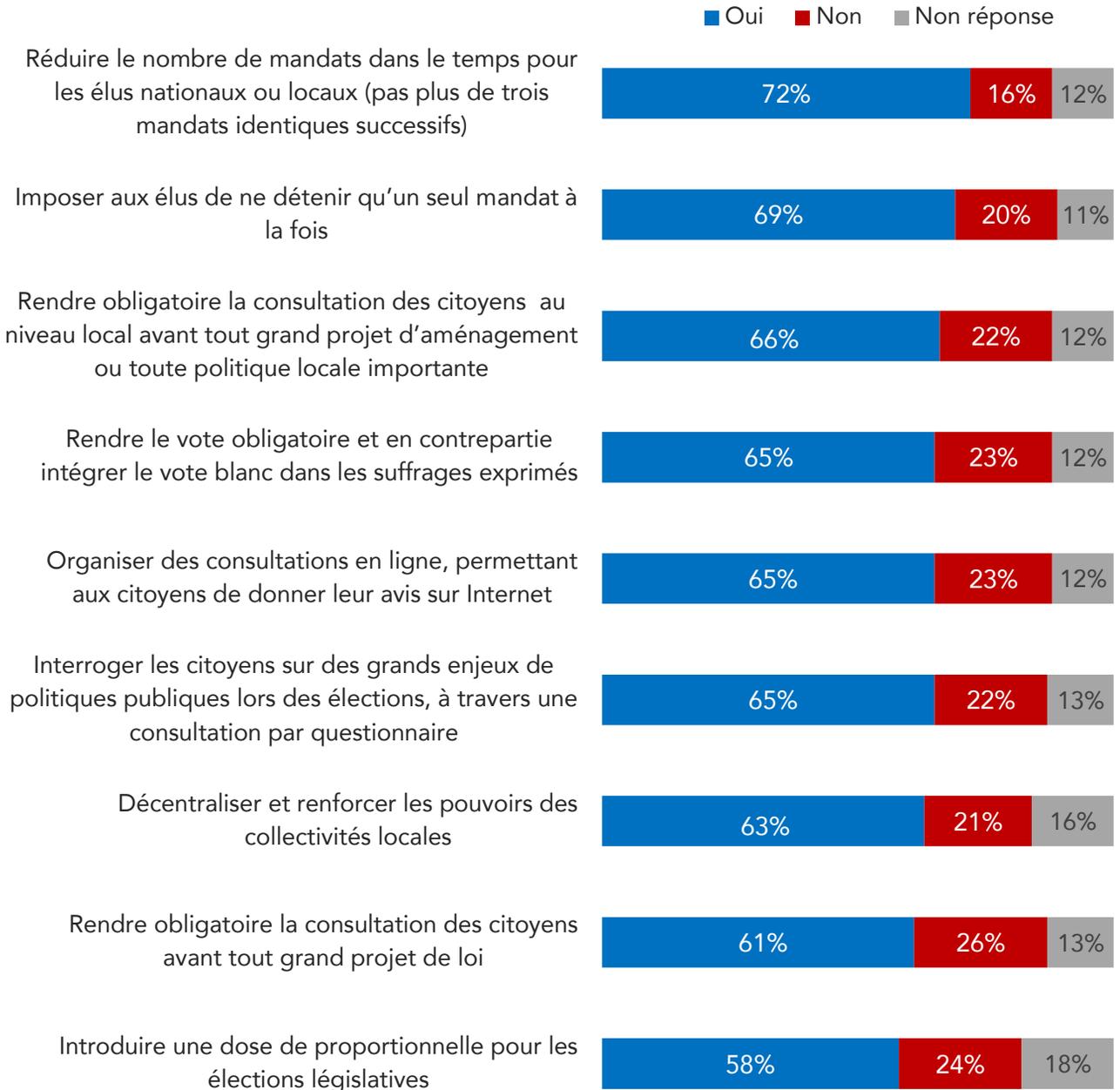
Les réformes importantes pour la démocratie (2/2)

Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle un changement **important pour la démocratie** ?



Les réformes importantes pour soi (1/2)

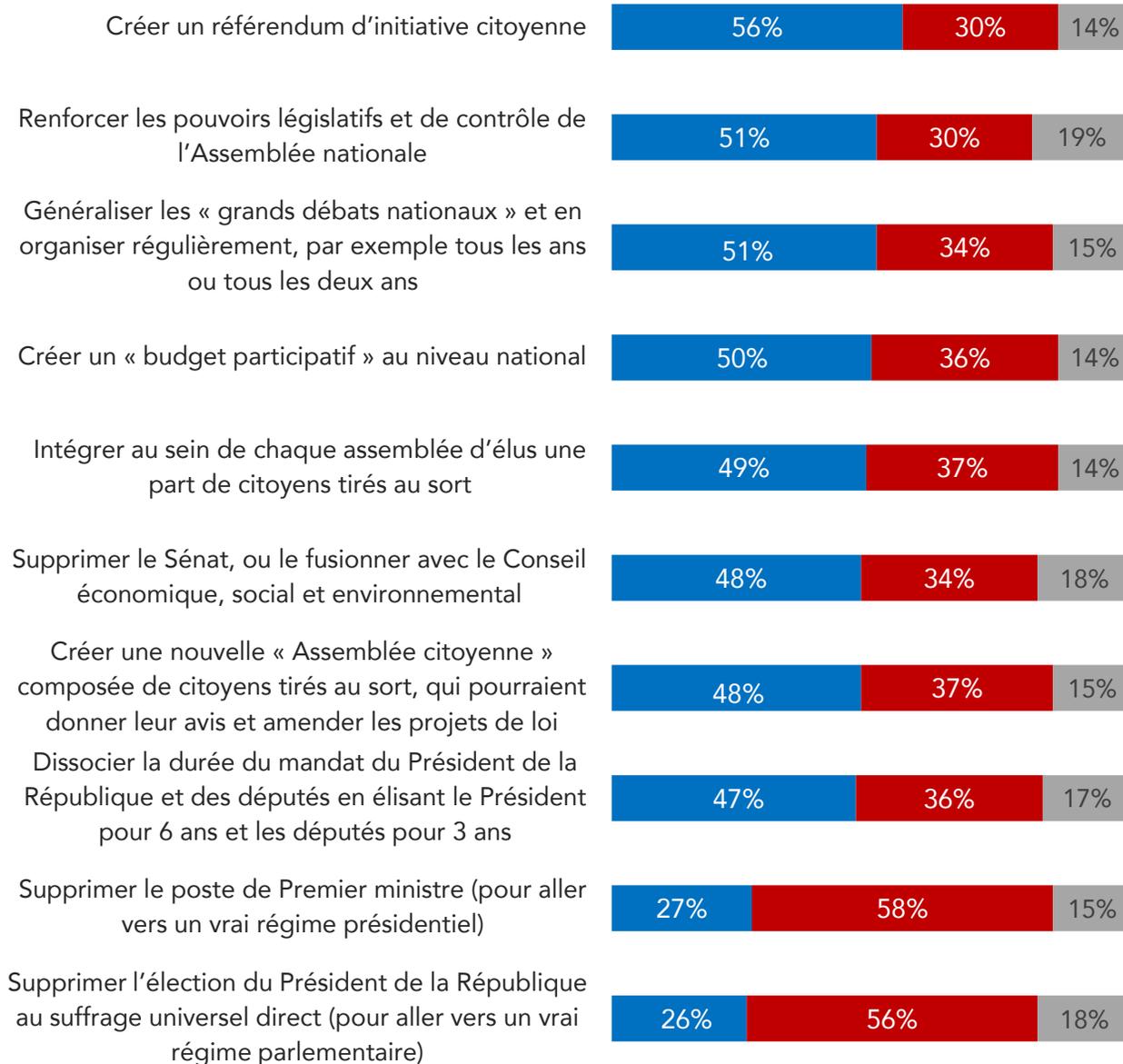
Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle un changement **auquel vous seriez personnellement attaché** ?



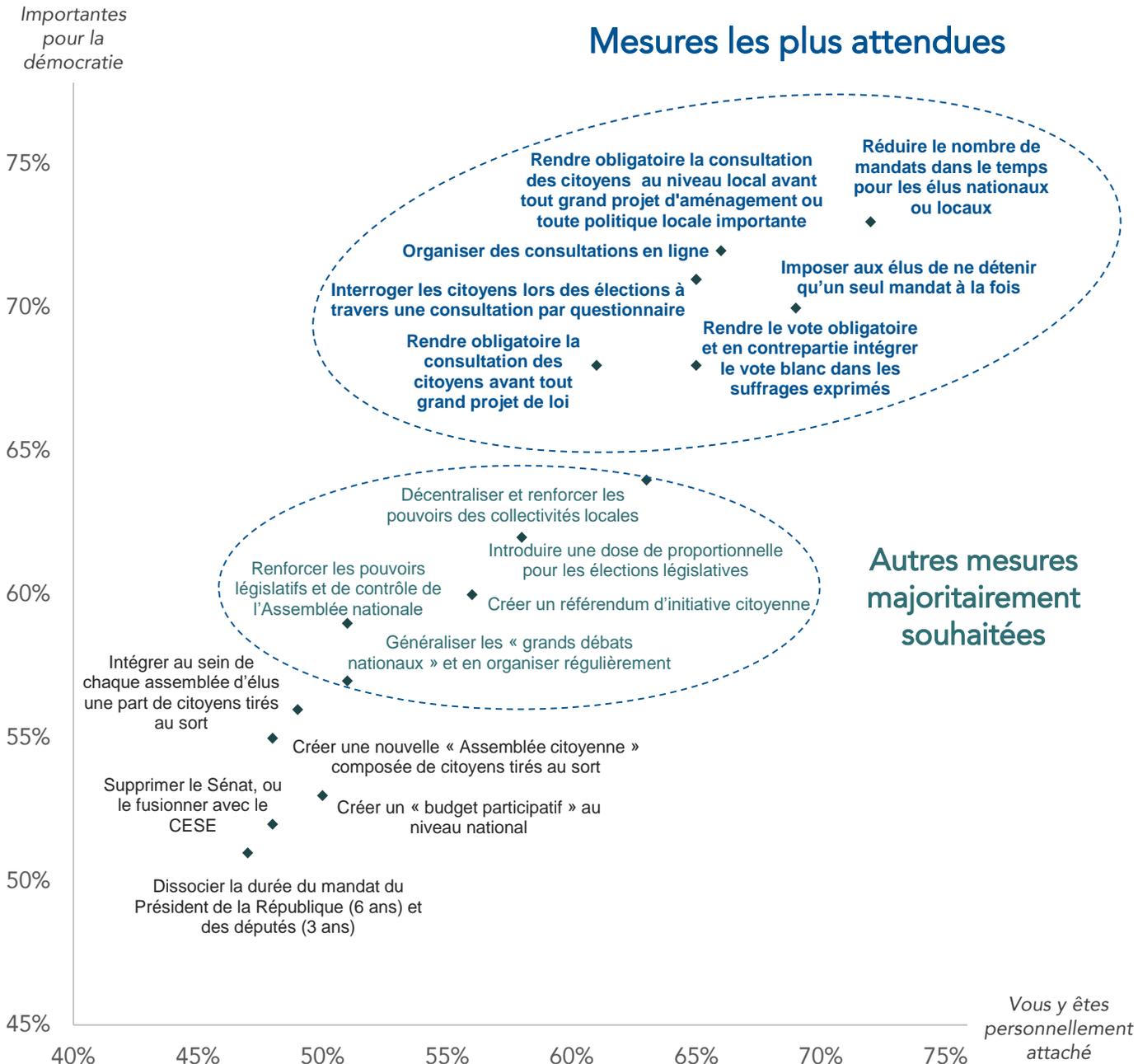
Les réformes importantes pour soi (2/2)

Selon vous, chacune des solutions suivantes serait-elle un changement **auquel vous seriez personnellement attaché** ?

■ Oui ■ Non ■ Non réponse



Bilan : Palmarès des réformes les plus attendues



VI_{AV}VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Casablanca

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, Libération, Le Figaro, Les Echos, BFM Business, France Télévisions ou Radio France
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.

